

l'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité

n° 6 - décembre 2019 - paraît 6 fois par année www.journal-lessor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

Forum libre

Editorial

700.000 pauvres dans le pays le plus riche du monde!

D'après une récente étude du Crédit suisse, la Suisse est le pays le plus riche du monde: 564.650 francs par habitant. Statistiquement, cela signifie qu'un couple ayant deux enfants dispose d'une fortune supérieure à deux millions de francs. Il s'agit là d'une moyenne qui est fortement influencée par les quelque 400.000 millionnaires (oui, il s'agit bien de quatre cent mille) que compte le pays.

Ainsi, la Suisse conserve la tête du classement. Vu de l'extérieur, on peut donc penser que le pays regorge de richesses et que tous ses habitants ont un train de vie élevé. Ce n'est malheureusement pas le cas. Selon les statistiques officielles, il y a plus de 700.000 personnes pauvres dans notre pays, dont la moitié sont des aînés. Et on peut craindre que la situation se dé-

tériore au cours des prochaines années compte tenu des rendements très faibles des caisses de pensions.

Disons-le clairement: la situation actuelle est un scandale. Des centaines de milliers de personnes se serrent la ceinture pendant que d'autres, par exemple la famille de Christoph Blocher qui a une fortune de 12 milliards de francs (12.000 fois un million!), ne savent pas quoi faire de leur argent et osent en plus affirmer que le coût du travail est trop élevé en Suisse. Et dire que 40% des ouvriers votent pour un parti qui contribue largement à accroître les inégalités sociales!

La Confédération est riche (on annonce un bénéfice de deux milliards et demi de francs pour 2019) et pourrait l'être encore davantage si elle cessait de faire des cadeaux fiscaux indécents aux riches et aux grandes entreprises. Il n'y a hélas jamais d'argent pour les pauvres mais on va dépenser des milliards pour acheter de nouveaux avions (pour attaquer qui?).

Dans son récent congrès d'automne, le Conseil suisse des aînés relève très justement que des mesures efficaces doivent être prises pour lutter contre la discrimination des personnes âgées. C'est bien mais tout le monde, de l'extrême droite à l'extrême gauche, est d'accord avec l'intention. Halte aux bla-bla-bla de certains partis! Ce qu'il faut, c'est proposer des mesures concrètes pour réduire le fossé vertigineux entre les riches et les pauvres. Il faut espérer que les nouvelles autorités fédérales seront plus soucieuses d'équité que les anciennes. Et que les milliardaires et les millionnaires redécouvriront le sens du mot solidarité.

Comité rédactionnel de *l'essor*

Debout, c'est l'heure!

Un mur s'est effondré
Qu'avons-nous à leur offrir?
Peu de choses à vrai dire!
Un caddie bien rempli
Mise à mort des utopies
De leurs rêves insensés
Désir de consommer.
D'écologie, on parlait
N'étions pas encore prêts
C'était pourtant une idée
Toujours pas concrétisée
Qui aurait pu fédérer
Les plus récalcitrants.
Vu que le mur de la bêtise
Est encore de mise
A quand son effondrement?

Emilie Salamin-Amar

L'essor participe à la défense du français

Fidèle à sa charte, *l'essor* a toujours défendu les quatre objectifs qu'il s'est fixés: la cause de la paix, la pratique de la solidarité, le respect de la vie et l'ouverture à la créativité. Numéro après numéro, ses rédacteurs proposent aux lecteurs des articles allant dans ce sens. Mais il y a un élément qu'ils ne mentionnent pas et que les lecteurs ont certainement remarqué: les textes rédigés par les membres du comité rédactionnel ne contiennent pas de germanismes ou d'anglicismes. Nous estimons que la langue française est suffisamment riche pour éviter de tomber dans le piège de la facilité et d'utiliser des mots ou des expressions à la mode... mais venus d'ailleurs.

Aujourd'hui, nous relayons volontiers l'appel de l'Association Défense du français. Cette association organise un concours ouvert jusqu'au 31 décembre. Nous le présentons dans un encadré et invitons nos lecteurs à y participer. Nous profitons aussi de l'occasion pour reprendre un excellent éditorial publié par le président de l'association, le conseiller aux Etats Didier Berberat, dans le dernier bulletin de l'association.

Lorsqu'une organisation internationale a plusieurs langues officielles, le français est toujours l'une d'entre elles. De plus, près de la moitié des 170.000 fonctionnaires internationaux du monde travaillent dans des villes francophones comme Bruxelles, Genève ou Paris. Ces deux éléments pourraient nous faire penser que tout est bien dans le meilleur des mondes pour la langue de Molière.

Or, il n'en est rien. Pour de multiples raisons, notamment culturelles, politiques, économiques ou budgétaires, la langue anglaise domine de plus en plus dans les organisations internationales, vu la mondialisation ambiante. Certains caressent l'espoir que la prochaine sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) redonnera un nouveau souffle à notre langue. Malheureusement, il s'agit d'une chimère. Côté régulier des dirigeants, parlementaires ou fonctionnaires de l'Union européenne, je constate qu'un très grand nombre d'entre eux, qui ne proviennent pas du Royaume-Uni, utilisent exclusivement la langue de Shakespeare, notamment ceux qui sont originaires des nouveaux pays membres.

Si nous souhaitons inverser la tendance et redonner sa juste place au

français, il faudra que les quelque 70 pays de la planète membres de la Francophonie, en premier lieu la France, cessent de baisser les bras et revendiquent haut et fort, avec d'autres langues internationales, leur juste place.

Comme le disait un haut fonctionnaire international, Dominique Hoppe: «Il ne faut pas seulement parler de la dé-

fense de la langue française, mais aussi et surtout de la langue française qui défend! Qui défend la nécessaire diversité, qui défend la représentativité des peuples et des nations et donc ultimement qui défend l'équilibre démocratique de la gouvernance mondiale».

Didier Berberat

Concours «Clic-Clac»

L'association Défense du français organise un concours de photos jusqu'au 31 décembre 2019. Pour y participer, rien de plus simple:

1. Apposer un colle note (post-it) *En français, s'il vous plaît!* sur l'affiche, le prospectus, l'annonce, ou tout autre support mentionnant un anglicisme flagrant.
2. Photographier le document.
3. Renvoyer la photo avec vos coordonnées: Association Défense du français, Concours photos, 1000 Lausanne, ou info@defensedufancais.ch

Les deux critères principaux de sélection sont le rapport au thème (photo illustrant au mieux le thème) et «le coup de cœur» (l'originalité, la qualité).

Le règlement du concours peut être téléchargé sur www.defensedufancais.ch

L'Amérique latine sous la coupe des Etats-Unis

Il y a quelques années, presque tous les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique latine avaient des gouvernements de gauche qui ont permis à des millions d'habitants de sortir de la misère et de réduire un peu l'écart indécent entre riches et pauvres. Hélas, la situation est en train de changer.

Sans doute Lula au Brésil, Morales en Bolivie et Maduro au Venezuela ont-ils commis quelques erreurs! Mais ils conservaient le soutien de la majorité

du peuple, ce que les puissances de l'argent n'ont pas accepté. Avec l'aide discrète mais efficace des Etats-Unis, l'opposition (avec l'appui parfois de l'armée) de ces pays a entrepris une politique de démolition.

On parle d'égalité mais on veut surtout conserver les privilèges des nantis. On prône la démocratie mais on abat froidement les contestataires. Au Brésil, le président Bolsonaro, qui défend la peine de mort et la torture, a été élu grâce au soutien des chrétiens

évangélistes. Ceux-ci n'ont sûrement pas lu le Nouveau Testament!

Et que dit la Suisse? Que font les pays d'Europe? Rien, absolument rien. Sous prétexte de neutralité ou de non ingérence, ils laissent faire. Attendent-ils qu'il y ait davantage de morts? Regarderont-ils encore longtemps la forêt amazonienne brûler sans réagir? L'écrivain Mikhaél Boulgakov disait: «La lâcheté est le pire de tous les défauts.»

Gloria Barbezat

La parole libérée grâce à l'essor

La formule du forum libre connaît un succès que nous n'imaginions pas. A tel point que nous allons continuer de servir régulièrement une recette qui permet à nos lecteurs de proposer leurs ingrédients et de donner à l'essor un goût varié que les autres journaux ne proposent pas.

Prôner le développement du service civil, parler des difficultés de la paysannerie, dissenter sur les orientations du nouveau Parlement fédéral, donner la parole à l'acteur principal d'un film, souligner les obstacles et les misères des demandeurs d'asile, confirmer la faillite du néolibéralisme et du Marché, rendre hommage à Jean Starobinski, défendre la langue française: voilà tout ce que l'essor arrive à proposer dans un seul numéro. Grâce à notre journal, la parole peut se libérer et chacun a la possibilité de défendre ce qui lui tient à cœur. Dans le respect de sa charte, l'essor n'applique pas la doctrine de la parole unique et offre à ses lecteurs des articles suscitant le débat d'idées et la réflexion.

Rémy Cosandey

Un objecteur de conscience à l'honneur

Fondée en 2010 à Berne, CIVIVA est une association qui a différents objectifs. Selon son site internet, elle veut notamment un service civil attractif et prometteur pour la Suisse. Elle a récemment remis son 7^e prix qui récompense des personnes ou institutions qui ont défendu le droit à l'objection de conscience et promu le service civil comme une alternative au service militaire.

Mieux vaut être au ban de tous les partis et de tout le monde que d'être complice.

Pierre Ceresole

Cette année, ce prix a été remis à Daniel Gloor qui, le 16 mai 1967, alors qu'il allait passer son baccalauréat au gymnase de La Chaux-de-Fonds, a été emmené contre sa volonté à la prison de la Promenade, puis à l'Hôpital de Préfargier pour y subir un examen psychiatrique. A cette époque, les objecteurs de conscience étaient encore considérés comme des personnes anormales!

L'arrestation de Daniel Gloor a déclenché toute une série d'actions: cortège de protestation des élèves du gymnase à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel, articles dans les journaux, lettres de protestation au chef du Département militaire, intervention au Grand Conseil. Ces actions ont contribué à faire avancer la cause du service civil en Suisse et c'est ce qui a valu à Daniel Gloor d'être récompensé.

La cérémonie s'est tenue à la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds, ville qui, comme l'a relevé Sylvie Béguelin, la directrice de l'institution, a beaucoup œuvré pour le pacifisme. En présence d'un nombreux public et de

Florian Schweri, responsable romand de CIVIVA, des allocutions ont été prononcées par Théo Bregnard, président de la ville, et Didier Berberat, conseiller aux Etats. Ensuite, Daniel Gloor a rappelé que son geste était un choix personnel et qu'il n'a jamais fait de prosélytisme.

Adeptes de la non-violence

Mais qui est Daniel Gloor? Né le 14 octobre 1947 à La Chaux-de-Fonds, il a refusé un ordre de marche le convoquant pour effectuer l'école de recrue. Son attitude lui a valu 4 mois de prison, puis 6 mois (il a été libéré au bout de 4 mois), avant d'être exclu de l'armée. Pendant ses deux incarcérations, il a pu travailler à l'Hôpital de La Chaux-de-Fonds, dans le domaine des services généraux, de la cuisine et du jardinage.

La règle d'or de la conduite est la tolérance mutuelle, car nous ne penserons jamais tous de la même façon, nous ne verrons qu'une partie de la vérité et sous des angles différents.

Gandhi

A l'appui de son objection de conscience, Daniel Gloor invoque des raisons humanitaires. Il a notamment été influencé par la non-violence de Gandhi et par l'exemple de Pierre Ceresole et Edmond Privat.

Après avoir obtenu son baccalauréat, Daniel Gloor a suivi l'Ecole Normale. Il a commencé sa carrière comme instituteur aux Planchettes et a œuvré pendant 20 ans, jusqu'à sa retraite, au Centre IMC, s'occupant d'enfants handicapés.

Le service civil attaqué

En Suisse, le service civil est un service de remplacement du service militaire. La Loi sur le service civil, entrée en vigueur en 1996, est basée sur un article constitutionnel adopté en 1992. Le service civil a pour missions de résoudre le problème du refus de servir pour des motifs de conscience et de fournir des prestations civiles d'intérêt public dans des domaines où les ressources nécessaires sont absentes ou insuffisantes. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de sécurité. Des établissements d'affections d'intérêt général reconnus engagent les civilistes pour l'exécution de tâches inscrites dans des cahiers des charges.

Le bonheur, c'est quand vos actes sont en accord avec vos paroles.

Gandhi

Depuis plusieurs années, le service civil connaît un succès grandissant. La majorité de droite du Parlement, considérant qu'il fait de l'ombre au service militaire, a pris des dispositions pour le rendre moins attractif. En particulier, il est prévu que les civilistes ne pourront plus travailler à l'étranger. Cette décision est incompréhensible car les civilistes contribuent largement à la réputation de la Suisse à travers le monde. Mais, malheureusement, les militaires et beaucoup de leurs partisans considèrent que la défense nationale consiste principalement à se défendre contre un ennemi qui, aujourd'hui, n'existe plus.

Rémy Cosandey

Initiative populaire constitutionnelle: pour des multinationales suisses responsables

Un débat a eu lieu à Sion le 4 septembre dernier en présence de Mathias Reynard, conseiller national socialiste, qui soutient cette initiative, ainsi que de la directrice des jus de fruits Opaline, une entreprise éthique qui fait du bénéfice tout en travaillant de manière écologique et respectueuse des producteurs. Cette conférence-débat a connu un grand succès!

Les Magasins du Monde soutiennent cette initiative qui veut en finir avec le travail forcé des paysans dépossédés de leurs terres et l'exploitation des enfants, par exemple dans les mines. L'atteinte gravissime à l'environnement, cours d'eau souillés, réserves naturelles (flore et faune) sacrifiées, fumées toxiques, etc., n'est pas une fatalité: cette initiative veut mettre un terme à ces pratiques ignobles. Elle demande qu'une loi fédérale fasse respecter les droits fondamentaux. Actuellement, des règles de bon comportement ne sont que suggérées par les organismes internationaux car il n'y a pas de lois de protection des populations et du milieu naturel au niveau mondial. On ne peut donc agir qu'à partir des pays dans lesquels les multinationales ont leur siège. Les abus se passent loin des regards dans les pays du Sud où les multinationales cherchent à cacher la réalité du désastre par l'intimidation des habitants et des journalistes trop curieux. Par expérience, on sait que les mesures volontaires ne suffisent pas; on connaît aussi la faiblesse des juridictions locales face aux mannes financières offertes aux dirigeants locaux par ces entreprises sans scrupules. Grâce à une nouvelle loi, les multinationales suisses devraient désormais rendre des comptes auprès des tribunaux suisses.

On est pourtant en droit de se poser une question: pourquoi la petite Suisse devrait-elle intervenir auprès de multinationales dans des pays aussi lointains? Pour quelle raison notre pays devrait-il légiférer dans ce sens? La réponse est simple: la Suisse est la plus grande plaque tournante du négoce international des denrées alimentaires au monde. C'est aussi le cas de nombreux produits bruts, tels que l'or qui, de plus, est transformé en Suisse. De l'or extrait à la sueur du front d'enfants esclaves. S'ajoute le fait que la plupart des multinationales,

telles que Glencore, ont leur siège mondial en Suisse. Elles sont donc soumises à nos lois. Nous avons ainsi un rôle éthique très important à jouer.

Des partis conservateurs suisses ont fait craindre à la population le désastre économique de la mise en pratique de l'initiative Minder, pour ne citer que celle-ci. Rien de cela n'est arrivé. **Ne pas écouter les sirènes populistes mensongères qui instillent la peur est un devoir citoyen.**

Ce qui est demandé aux entreprises n'est pas de limiter leur champ d'action ou de leur interdire de faire des bénéfices. Il s'agit: 1) de leur demander de le faire en respectant les droits de l'homme et le droit international sur la protection de l'environnement; 2) de demander à la maison mère d'être en mesure de prouver qu'elle a fait tout le nécessaire pour éviter que ces droits soient bafoués (preuves à l'appui) et 3) en cas de non-respect de ces droits, l'entreprise devra en assumer/payer les conséquences.

Le 26 septembre, le Conseil des Etats a décidé de repousser la discussion sur le contre-projet à une date ultérieure,

malgré la pression exercée par plus de 50.000 signatures récoltées. Le processus parlementaire se prolonge donc encore, après deux ans de discussions et 19 séances de commission.

Les Magasins du Monde font partie de la coalition qui est derrière l'initiative pour des multinationales responsables. Ce qu'elle demande est une évidence: une multinationale qui emploie des enfants ou pollue des rivières doit rendre des comptes. L'initiative sera vraisemblablement soumise à votation en mai 2020. Pour contrer la puissance financière des lobbies, il est donc crucial de se mobiliser ensemble! Plus de 250 comités locaux ont déjà été mis sur pied par des citoyen-ne-s dans toute la Suisse, pour porter la voix de l'initiative au niveau local. Envie de participer? Vous aussi, soutenez l'initiative en rejoignant un comité local dans votre commune: *initiative-multinationales.ch/comites-locaux*

Pour l'Association initiative multinationales responsables
(Case postale, 3001 Berne)
Myriam Drandic-Longet, Magasins du Monde, Sion

Le coin du potache

Enfin une vaguelette bleue!

Ça n'est pas que la politique intérieure du Kentucky va beaucoup influencer notre vie en Suisse romande, encore que... Mais c'est un réconfort certain que voir le désastreux Trump qui s'est personnellement investi et a soutenu avec conviction le candidat sortant du parti républicain, appelant ses partisans à faire barrage, (en matière de barrage, il prétend s'y connaître) au candidat du parti démocrate – que le calamiteux Trump appelle *radical socialist*. Mat Bevin, désormais ex-gouverneur du Kentucky, a perdu face à Andy Beshear, démocrate.

Tout cela est d'autant plus réjouissant que l'Etat voisin de Virginie sera désormais représenté tant au Sénat qu'à la Chambre par des démocrates. Est-ce le signe de la prochaine défaite de Trump en novembre 2020? Nul ne le sait encore et l'histoire nous a montré que les sondages n'étaient guère fiables. Est-ce l'effet des auditions de la procédure d'Impeachment en cours, probablement pas. Certains commentateurs avancent même que Trump en bénéficierait plutôt. En trahissant vos alliés Kurdes, en allant fouiller les poubelles en Ukraine et ailleurs pour récolter des déchets censés atteindre vos adversaires électoraux, vous avez montré votre vrai visage et là est la bonne nouvelle. Vos concitoyens, M. Trump, savent maintenant qui vous êtes vraiment.

MG

La preuve scientifique de l'existence de Dieu

Encore une prédication de quelque gourou prétentieux? Ou la découverte, par un savant venu de nulle part, d'une équation qui résoudrait le mystère de l'Unité Primordiale? Et bien non, plus simplement le titre d'un film sorti récemment sur nos écrans, dans lequel joue votre serviteur, ancien responsable pendant sept ans de votre périodique préféré.

Avec un groupe de six «acteurs naturels», comme aime à les nommer le réalisateur genevois Fred Baillif («La bande du parc Geisendorf», 2006, «Tapis rouge», 2014), j'ai eu le plaisir de tourner quelques scènes d'une histoire ancienne: l'objection collective au service armé, pour lui substituer un service civil à la communauté. 1974: sur la Place fédérale de Berne, nous sommes 22 à déposer, en tas, nos effets militaires et nos fusils. Les femmes de notre comité de soutien déchirent nos livrets militaires. Quelques heures plus tard, la scène passe au TJ de l'époque. Quelques mois plus tard, nous faisons tous entre trois et huit mois de prison. L'objection pour des motifs politiques et le libre choix ne sont pas reconnus en Suisse. Il faudra attendre encore presque vingt ans.

2018: une petite partie des mêmes protagonistes reprennent du service. Dans ce qu'on appelle un «docu-fiction», ils se lancent dans un nouveau

combat: éradiquer l'ignominieux commerce des armes en Suisse, pays fondateur de la Croix Rouge et promoteur de paix entre belligérants, par la mise en œuvre d'une subtile diplomatie dite des «bons offices». Mais le marché des armes a rapporté 447 millions de francs en 2017. Hypocrisie largement admise donc!

Nous préférons infiniment aller en prison plutôt que de continuer cette action ridicule qui consiste à entasser bois, pétrole, dynamite, pour prévenir l'incendie.

Pierre Ceresole, *Vivre sa vérité*

Le film oscille entre archives (reconstituées), interviews tirés du réel, personnages fictifs, et final burlesque. La recette proposée par ces militants du troisième âge pour éradiquer l'horrible commerce des armes? Chut... on ne dira rien! Allez plutôt voir le film sur un écran de Romandie, vous découvrirez le secret et vous deviendrez, par contamination, de vrais militants favorables au prochain vote de «l'initiative contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile». Le film est certes engagé contre le commerce des armes, mais il évoque également plusieurs autres thèmes: l'amitié, les limites et contradictions de l'action militante,

les rapports entre les générations, la violence, l'audace politique.

Notre petite équipe de «has been» (J.-L. Bideau dixit dans une scène) a joué dans ce film comme si chacun-une avait retrouvé ses trente ans. Soutenus par des acteurs professionnels, (dont Jean-Luc Bideau et Irène Jacob) et un chanteur de rap (Makala), nous avons été contaminés par la joie, la générosité et le professionnalisme de toute l'équipe technique: l'opérateur, la cheffe de plateau, le preneur de son, la maquilleuse, la costumière, le perchman, le cuisinier. Mais surtout contaminé par la géniale intuition de notre ami Fred, le réalisateur. Son credo: renoncer à tout discours trop pompeusement idéologique, pour laisser parler le vécu et les rêves d'un groupe d'acteurs jouant leurs propres rôles de citoyen-nes engagé-es. Evoquer en images des sujets graves mais avec légèreté, pour donner l'envie aux spectateurs de comprendre et d'agir. Il s'en explique sur son site que vous pouvez consulter: freshprod.com. Voir le making du film.

Mais pourquoi «diable», vous demanderez-vous cet étrange titre: «La preuve scientifique de l'existence de Dieu»? Seul Dieu lui-même pourra vous répondre.

Alain Simonin

Des hommes épris de paix

Comme point de départ au film, une aventure collective. Celle d'un groupe d'amis et activistes qui, dans la foulée de Mai 68 et de la publication l'année suivante en Suisse d'un *Petit livre rouge de la défense civile*, décidèrent de défendre la mise en place d'un service civil. Réunissant des femmes à une époque où le suffrage féminin n'était pas acquis, ce Mouvement pour un service civil à la communauté (MSCC) sera le premier, bien avant le GSa (Groupe pour une Suisse sans armée), à remettre en cause les fondements du service militaire obligatoire. Symboliquement, ses membres décidèrent d'objecter collectivement.

Près de cinquante ans plus tard, que sont devenus ces adeptes d'un *flower power* militant plutôt que fleur bleue? Le réalisateur genevois Fred Baillif répond à cette question avec *La Preuve scientifique de l'existence de Dieu*, un film enlevé, à mi-chemin entre le documentaire et la fiction. Aux côtés de quelques acteurs professionnels, comme Jean-Luc Bideau et Irène Jacob dans des rôles prétextes avant tout destinés à donner de l'épaisseur au récit, quelques anciennes figures du MSCC reprennent leur bâton de pèlerin pour se battre contre l'exportation de matériel de guerre (tiré d'un article du journal *Le Temps*).

J'ai assisté le 26 septembre à la projection de ce film à Neuchâtel. Outre le plaisir que j'ai eu de revoir Alain Simonin, mon prédécesseur à la tête de *l'essor*, j'ai été conquis par l'enthousiasme des acteurs et par la fidélité à leurs convictions pacifistes. Le réalisateur Fred Baillif l'affirme dans le périodique *Réformés*: «Si ces gens-là n'avaient pas déposé leurs armes devant le Palais fédéral en 1971, un acte de désobéissance civile, il n'y aurait pas de service civil aujourd'hui.»

Rémy Cosandey

Du retour du balancier

De nos jours, face aux manifs populaires dénonçant l'état actuel du monde, face à la montée des critiques contre cette société productiviste, une apologie qui se veut 'convaincue' du «progrès» se fait jour par des défenseurs autoproclamés de la raison scientifique, de la loi du Marché et de l'humanisme consommateur, tel le cognitiviste Steven Pinker auréolé d'un statut d'intellectuel parmi les plus influents au monde. A mesure que les théories de l'effondrement se diffusent plus largement dans la société et du retour du 'Vert', ses thèses semblent gagner proportionnellement en attrait.

Pour prouver que notre monde «se porte mieux», point d'interrogation, point de tout réel questionnement mais une défense indirecte des inégalités, une défense des marchés et le rôle crucial qu'y tient l'homo oeconomicus, selon le credo: «Les idéaux de la raison, de la science, de l'humanisme et du progrès exigent un soutien sans faille» ou selon l'idée que le progrès économique n'est rien moins qu'impératif et que le Marché, en laissant se développer naturellement l'égoïsme, est la courroie de transmission essentielle des changements prenant place dans une société donnée. Autrement dit, faire en sorte que des milliards de personnes soient convaincues que la meilleure façon de préserver le système, c'est de tenir compte des valeurs consommatrices et de l'information véhiculée par les prix.

Ce qui rend difficile l'identification à cette vision, c'est que dans le même temps le système n'hésite pas à critiquer les «gestes» individuels; laissant entendre que nous aurions, en tant qu'individus, du mal à penser les problèmes sociaux à leur juste échelle,

et que nos actions vertueuses nous «détournent du défi colossal auquel nous sommes confrontés». Mais outre le fait qu'on passe sous silence l'incitation étatique et marchande de ces actions, qui n'en sont jamais à une contradiction près, il peut donc affirmer quelques pages plus loin que l'économie est le résultat naturel de la préférence individuelle.

Nous sommes vraiment dans l'Anthropocène, cette période durant laquelle l'influence de l'humanité sur la biosphère est telle qu'elle est devenue quasiment une force géologique capable de marquer la surface de la Terre.

Dominique Bourg

«Consommation», voici le maître-mot de la démonstration qui cherche à faire comprendre que de brûler du pétrole fait tourner la société, que l'énergie nucléaire est une énergie sûre et surtout illimitée en faisant croire que la quatrième génération de réacteurs laisserait espérer une «machine à mouvement perpétuel ne produisant aucun déchet» (sic) selon les défenseurs 'écopragmatistes' de l'énergie nucléaire – Stewart Brand, James Hansen, James Lovelock ou Jared Diamond pour les plus connus –, qui font remarquer à l'aide de faits «objectifs», de données statistiques savamment choisies et isolées, que rien n'est en définitive impossible aux partisans du Progrès.

C'est aussi pour cette raison que le système n'a nul besoin de recourir à la magie pour affirmer sans ciller que la «protection de l'environnement est

compatible avec la croissance économique», qu'il existe un degré optimal de pollution, que le CO₂ est bénéfique, que l'intelligence artificielle est inéluctable et que le processus de dématérialisation numérique est un «ami de la Terre»...

Si la société que défend le plus objectivement du monde – et le cœur sur la main – les défenseurs autoproclamés du système, paraît réellement incapable de faire fausse route, c'est qu'ici il n'est pas tant question de théorie que d'idéologie, de vision que de visée. Pris d'une peur panique de tout ce qui viendrait contredire leur propre lecture de l'histoire, les tenants du néolibéralisme annoncent mantras sur mantras. Ils tentent, comme l'a fort justement remarqué Dominique Bourg dans «Le marché contre l'humanité», de nous convaincre que le Marché en tant que supposée «instance suprême, neutre et impartiale» ne peut qu'orienter la société vers ce qu'il y a de meilleur. Qu'ils cherchent à se convaincre eux-mêmes en même temps que le grand public ne fait aucun doute. Que, ce faisant, ils provoquent malgré eux un sursaut de conscience critique qui est quand même signe que l'édifice est bien plus fragile qu'on ne le pense.

Propos rapportés par
Georges Tafelmacher

D'après l'article du «Courrier» du mardi 29 octobre 2019 d'Alexandre Chollier, géographe et enseignant.
Steven Pinker dans «Le triomphe des Lumières: pourquoi il faut défendre la raison, la science et l'humanisme» (Les Arènes, 2018).
Dominique Bourg dans «Le marché contre l'humanité» (PUF, 2019).

Bonne santé et meilleurs vœux pour 2020

Tous les membres du comité rédactionnel présentent leurs meilleurs vœux aux lecteurs de l'essor. Nous espérons que l'année qui vient apportera à chacune et à chacun une bonne santé et de multiples satisfactions.

Nous espérons également que les conflits dans le monde pourront être résolus de manière pacifique et que la lutte pour préserver le climat s'accroîtra. Nous souhaitons que l'humanité d'aujourd'hui comprenne que les intérêts de l'écologie passent avant ceux de l'économie si nous voulons assurer l'existence des générations futures.

Nous profitons de l'occasion pour nous réjouir de l'arrivée de Margaret Zinder au sein du comité rédactionnel. Mais nous recherchons encore de nouveaux membres pour assurer l'avenir de l'essor car l'âge moyen de notre comité dépasse largement les 80 ans.

Comité rédactionnel de l'essor

Qui perd gagne...

Voilà, le peuple a choisi ses représentants au Parlement fédéral, la démocratie a fonctionné et tout va bien dans le meilleur des mondes. Nous ne regretterons pas le Conseil national 2015-2019 qui n'a strictement rien fait ou, plutôt, qui a tout bloqué au nom d'un rigide libéralisme conservateur, maintenant sans vergogne le pays dans l'impéritie la plus absurde qui soit. Le prochain Conseil national, s'il sera moins droitier sera aussi moins gaucher. La nouvelle répartition offre tout pouvoir au centre de l'échiquier et le PDC, promis à une éternelle chute, jouera, flanqué des Verts-libéraux, un rôle prépondérant, formant, au gré des sujets, des majorités tantôt conservatrices, tantôt progressistes.

Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traîtres n'est pas victime! Il est complice.

George Orwell

Le succès des Verts recentre le Conseil sans priver la droite d'une majorité de fait. La droite sera peut-être un peu moins arrogante et devra mettre du liant dans son indigeste potion. La Suisse retrouve le *consensus* qui lui va si bien. Mais, à force de centrisme, il est possible que le prochain Conseil soit condamné au blocage permanent. Attendons de voir si les nouvelles conseillères et nouveaux conseillers sauront prendre la mesure de ces blocages et s'ils et elles sauront se dégager des dogmes de la sacro-sainte économie enfermée dans ses coffres voués à l'adoration aveugle du veau d'or.

Il reste que si l'UDC a perdu quelques sièges, le parti xénophobe, plus nationaliste que patriotique, plus à droite qu'au centre, demeure le premier parti du pays. On ne saurait en tirer la moindre fierté, d'autant plus que le PS a lui aussi perdu des sièges. On m'objectera que nombre de socialistes auront glissé du vert dans leur

rouge, ceci expliquant en partie cela. Mais ça ne doit pas cacher la réalité. Il y a gros à parier que le PS paie la facture de ses inutiles compromissions, consenties lors des dernières années, au conservatisme néolibéral. Le PS a souvent oublié qu'il était à gauche et nous savons tous ce que ces oublis ont coûté aux socialistes français, à la gauche allemande, entre autres tendances progressistes européennes. Le consensus, c'est très bien, mais c'est mou. François Mitterrand appelait le centre la *droite molle*.

Il est essentiel que le PS réfléchisse à son passé récent et à son positionnement futur. Si au terme de cet examen de conscience, il apparaît que notre gouvernement poursuit son chemin de soumission à l'économie des dividendes au lieu de s'occuper du bien-être de la population, il faudra bien finir par en tirer les conséquences. Soit, avec l'appui des Verts, le PS exige et obtient une orientation clairement plus sociale, soit notre pays continuera dans cette molle indifférence qui conduit inexorablement à une médecine à deux vitesses, une augmentation de l'écart entre riches et pauvres, j'en passe et de bien pires. Il faudra alors sortir du doux cocon de la *formule magique*.

La droite a gagné les élections, la gauche a gagné les élections. Quand est-ce que ce sera la Suisse qui gagnera les élections?

Inspiré de Coluche

Notons que cette fameuse formule magique a été habilement *bricolée* lors de la fusion des radicaux avec les libéraux, en oubliant que ces derniers ne faisaient pas partie de la formule magique. Depuis, les *libéraux* ont pris l'ascendant sur les *radicaux* au sein du PLR siégeant à Berne, et voilà que la formule magique a *miraculeusement* glissé à droite. Aujourd'hui, le vieux grand Parti Radical a fondu comme un glacier alpin et il ne reste

plus grand chose des radicaux sociaux. Le PLR n'hésite plus à se trahir, poursuivant, par simple haine dogmatique de la gauche, ses alliances indécentes avec l'UDC tout comme le PS a trahi la gauche en cautionnant avec zèle des politiques bien marquées à droite. Le vote d'octobre 2019 a sanctionné tous les partis gouvernementaux. Serait-ce là une petite incitation à la méditation et à la remise en question? Osons le penser.

La majorité a toujours raison, mais la raison a bien rarement la majorité.

Jean Mistler

Le Peuple a parlé; même s'il est davantage resté muet qu'il ne se soit exprimé, nous nous contenterons donc des 45,1% qui ont daigné donner leur avis. Souhaitons que le nouveau parlement travaille mieux que l'assemblée précédente. Et surtout qu'il n'oublie pas que l'environnement c'est bien, mais que sans politique sociale, sans investissements massifs dans l'économie environnementale, sans courage et sans changement de vista, nous ne sauverons ni climat, ni environnement, ni ne préserverons la population de la précarité, pas plus que nous ne maintiendrons un niveau de vie décent pour les uns et les autres. La Suisse doit changer de paradigme et ouvrir les yeux sur un monde nouveau qui, que nous le voulions ou pas, va changer. Comme disait le Général De Gaulle, *il ne sert à rien de sauter sur sa chaise comme un cabri en répétant le climat, le climat, le climat*. Il faut passer aux actes en commençant par arrêter l'adoration du veau d'or, moins taxer le travail et prélever l'impôt auprès des véritables profits.

Les parlementaires fraîchement élus pourront alors montrer de quoi est capable notre pays. Ooops, va falloir que je m'éveille...

MG

Citations du philosophe Dominique Bourg (conférence au Club 44 de La Chaux-de-Fonds)

- Le Marché est comme l'Eglise catholique de l'époque: il dépasse les Etats.
- L'Etat peut assurer un travail de rééquilibrage entre les riches et les pauvres.

Piéger le carbone, oui! Piéger les paysannes et paysans, non!

Un ample mouvement social a mis irrévocablement la question du réchauffement climatique dans le débat public. Le défi climatique questionne l'ensemble des activités humaines: *qui décide et en vue de quoi?* Il est corrélatif à l'effondrement de la biodiversité, aux pollutions des sols et de l'eau, à la chosification des animaux, des plantes et de la raréfaction des ressources naturelles, la dégradation des paysages, etc... Mais aussi à l'exacerbation locale et globale des inégalités sociales, de l'exode, du chômage, des guerres de marchés et militaires. La justice et la démocratie se sont effacées sous les injonctions d'institutions qui ne sont responsables devant aucun peuple: OMC, Banque mondiale, BCE.

L'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation qui a pris un essor fulgurant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et a démultiplié son impact social et environnemental, est responsable pour 23% du réchauffement climatique. Depuis les années quatre-vingts, la libéralisation des marchés agricoles a mis en concurrence toute les agricultures du monde, des plus industrialisées aux plus pauvres. Le dictat: «*Produire toujours plus à moindre coût*» s'est imposé partout en puissance au détriment de choix démocratiques: «que devons-nous produire, comment, où, pour qui, à quel prix?» La marchandisation de la nourriture, du fourrage, des animaux et des semences s'est internationalisée. Il en résulte qu'aujourd'hui, sur le plan mondial, l'agriculture est responsable pour 23% du réchauffement climatique. En Suisse on avoisine ce pourcentage si on prend en considération la part des importations – production et transport – du fourrage

L'exemple du swiss cheese!

Le principal secteur agricole du pays, la production laitière, illustre parfaitement cette dérive politique: près de la moitié de la surface agricole utile du pays sert au cheptel laitier. Pas loin de 50% du lait suisse est transformé en fromage, poudre de lait, lait condensé, etc.... dont la moitié est exportée. En termes de surface agricole ces exportations représentent pas moins de 15% du total du pays. De surcroît

les producteurs de lait sont régentés sous l'égide de la Confédération par un système de gestion dit de segmentation qui induit une surproduction systématique au profit de l'industrie. En rapport à la surface agricole du pays il y a un surnombre d'animaux de rente d'au moins 20%, ce qui implique l'importation annuelle d'un million deux cents mille tonnes de divers fourrages, dont une bonne part va à nos vaches laitières. Raison pour laquelle nos politiciens se bouchent le nez quand il s'agit d'exporter nos fromages vers des pays qui brûlent leurs forêts dans le but de nous fournir de quoi fourrager nos laitières.

Les autres productions agricoles du pays, à l'instar de la production de céréales, n'échappent pas à ce genre d'absurdité au mépris des producteurs. Ces dernières années, des dizaines de milliers de tonnes de céréales panifiables indigènes sont déclassées en fourrage au profit d'importation de plus cent mille tonnes de pâtons préculés sous forme de pains, croissants, viennoiseries... Tous les secteurs de notre agriculture génèrent des surproductions ou sous-utilisent leurs potentialités. Pour ne prendre en considération que l'aspect climatique, la pratique d'import-export de l'agroalimentaire du pays vient certainement doubler les émissions de CO₂ officiellement considérées à 13% pour l'agriculture.

Les sols à la rescousse du climat, oui mais!

L'urgence climatique implique l'urgence d'une nouvelle politique agricole. Depuis les années cinquante la chimie et les engrais pétroliers se sont imposés sur les marchés avec le couronnement des politiques de l'Etat. Des plantes fourragères adaptées et dépendantes de ces produits chimiques sont venues supplanter les variétés qui les ont précédées. Un procédé agro-industriel s'est imposé au détriment de la fertilité naturelle des sols. Aujourd'hui, alors que les rendements de l'agriculture chimico-industrielle déclinent, des milliers de producteurs européens font la preuve de rendements élevés sur des sols revitalisés, qui se passent de chimie et de labour – sauf exception – et du coup réduisent leurs charges.

La revitalisation des sols agricoles est aussi appelée à la rescousse pour capter et stocker du CO₂. Revitalisation qui prendra du temps, exigera du travail et nécessitera des fonds publics. Or on voit se dessiner de la part des milieux libéraux et scientifiques une revitalisation des sols dont le seul but est de capturer et stocker du CO₂, sans remettre en cause l'ensemble de la politique agricole qui implique les import-export, les méga fermes, les monocultures et toutes leurs conséquences sur l'environnement et les animaux. Ce concept de stockage s'inscrit dans la droite ligne entrepreneuriale libéraliste: ouvrir un marché de certification de droit de polluer du type du marché carbone international, inefficace mais profitable aux affairistes. Pour eux, il convient de protéger la poule aux œufs d'or qu'est la subordination des producteurs aux règles du marché mondialisé. La PA 22+ en préparation sous la Coupole fédérale est coulée dans cette logique et ferme les yeux sur l'effondrement de l'agriculture et sur la sécurité alimentaire.

D'une pierre trois coups

L'urgence climatique appelle à remettre en cause ce que nous produisons avant même logiquement ce que nous consommons. Les domaines industriels, financiers, des transports, de l'éducation, des loisirs et de la culture sont tous questionnés. Il y a une réciprocité entre producteur et consommateur qu'il faut faire valoir. En agriculture, produire sainement renferme le manger sainement, tous deux passent essentiellement par produire et manger localement, ce qui suppose aussi une relocalisation et revitalisation de la production. Pour ce faire, l'agriculture doit être retirée du pouvoir de l'agro-industrie mondialisée et être réinstituée dans la démocratie. Financièrement, il est inadmissible que l'agriculture du pays coûte 8 milliards par année aux caisses publiques alors que sa destinée lui échappe. Il en va de même pour la revitalisation des sols et la revitalisation des fondements de l'agriculture. Les changements agronomiques qui s'imposent nécessitent que les marchés agricoles soient régulés afin de les gouverner et par là même garantir des prix

et des revenus des paysannes et paysans. Comme l'expérience le démontre, la revitalisation des sols exige du temps et des fonds publics même si les producteurs pouvaient se délester d'une des plus grandes charges financières que représentent les fertilisants chimiques ainsi que la lourde mécanisation et la numérisation.

Le climat, la biodiversité et la santé publique bénéficieraient de ce changement de pratique agronomique.

Aussi, en relocalisant l'agriculture, la réduction des importations laisserait un peu plus en paix des millions de familles paysannes de par le monde. Pour être cohérent, ce changement exige une lutte intransigeante contre les 30% de nourriture gaspillée. Du champ à l'assiette des règles doivent être légiférées pour réduire drastiquement ce gaspillage.

La question agricole est politique avant d'être privée. Si pour la X^e fois de l'histoire, les paysannes et

paysans sont piégés, il incombe à chacune et chacun de se rendre sur les places publiques, de prendre sa plume, d'élever la voix, de se regrouper pour rédiger un manifeste. La crise du climat et celle de l'agriculture sont jumelles; il importe de les considérer dans le même mouvement.

Paul Sautebin
Tél. 032 751 26 61 ou
souslesplanes@bluewin.ch

Vous avez dit demi-tarif?

Comme de nombreuses personnes, je possède un abonnement CFF demi-tarif. Il m'arrive assez souvent de prendre le train de Morges à Lausanne. Habituellement, j'ai la possibilité d'acheter mon billet dans le bus qui me conduit d'Echichens à Morges. Mais, de temps à autre, pour une raison que j'ignore, il n'y a pas de caisse dans mon bus. Je voyage donc gratuitement jusqu'à la gare de Morges, c'est toujours ça d'économisé.

Et c'est là que les choses se compliquent. Dix minutes plus tard, comme tous les voyageurs, je prends mon billet au distributeur. Pressée de prendre mon train, je programme mon trajet, mais reste interloquée par le montant à payer, j'enfile malgré tout un billet dans la fente de la machine. Apparemment, je dois être une piètre voyageuse, pas très dégourdie, car je n'ai jamais compris, ni trouvé où était la touche sur l'écran me permettant de bénéficier de mon demi-tarif.

Durant le court voyage, habituellement j'interpelle le contrôleur, quand il y en a un, pour lui signaler que j'ai payé mon billet plein pot alors que j'ai droit à 50% de réduction. Aimablement, tous les contrôleurs que j'ai rencontrés m'ont remis une quittance afin de me faire rembourser la différence au guichet de la gare. Seulement voilà, à mon retour, comme tout le monde, je suis pressée de rentrer chez moi et j'oublie de m'arrêter au guichet. Ou alors, lorsqu'il m'arrive d'y penser, les bureaux CFF de la gare sont fermés.

Cette idée de me faire voler à chacun de mes voyages a commencé à

m'agacer sérieusement. Pourtant, plus d'une fois, quand mon emploi du temps me le permettait, et grâce aussi aux retards des trains de plus en plus fréquents, je suis retournée voir de plus près ces fameux distributeurs de billets. Aucun doute, il n'y a pas de touche pour le demi-tarif adulte. Donc, je ne suis pas une empotée! Ce qui est rassurant.

Finalement, un beau jour, alors que je venais de me faire avoir pour la énième fois, je suis allée me plaindre aux bureaux des CFF de Morges. L'employé, très aimable,

m'a accompagnée au distributeur de billets, et en deux mots m'a indiqué où se trouvait cette touche sur laquelle je devais appuyer pour bénéficier de mon abonnement. «Il vous suffit de cliquer sur la touche enfants demi-tarif» me dit-il tout simplement. Fallait le savoir! Alors je me pose la question suivante: combien d'usagers des CFF savent qu'en prenant le train ils retombent en enfance?

Emilie Salamin-Amar

Vagabonder dans la banalité

Les amoureux des statistiques assurent que les automobilistes vaudois préfèrent les voitures grises puisque 29.600 d'entre elles ont été immatriculées au dernier contrôle statistique. Et les autos noires, les rouges, les bleues? Aucune mention n'est faite sur «Numerus» le courrier statistique de l'Etat de Vaud qui rapporte cette particularité.

Au vu de ce qui roule sur nos routes, je prétends que les voitures de couleurs sont les plus nombreuses. Avez-vous remarqué comme toutes les couleurs de l'arc-en-ciel sont représentées, mieux, multipliées... Comme si chaque couleur est agrémentée de multiples nuances. Je m'amuse à imaginer que le rouge classique peut donner des douzaines de tons en étant plus ou moins dilué d'une même ou de plusieurs couleurs! Il peut en aller de même pour tous les autres tons de l'arc-en-ciel!

Curieuse distraction que celle de l'étalement des diverses couleurs des voitures! J'aurais pu choisir meilleur loisir! Mais c'est justement l'évolution des mentalités, des modes qui m'intéresse. Après les couleurs des voitures, je pourrais m'étaler sur l'habitude du tatouage à outrance, des messieurs non rasés, de l'usage du téléphone mobile, du bio, de la planète, etc. etc.! Mais honte à moi de vagabonder dans la banalité quand un peu partout dans le monde, tant de peuples insatisfaits de leurs dirigeants descendent dans les rues!

Pierrette Kirchner-Zufferey

Hommage à Jean Starobinski

Jean Starobinski, ce fut longtemps pour moi seulement un grand nom du monde académique genevois! Ceci jusqu'à ce que je découvre sa personnalité grâce aux entretiens qu'il accorda à Guillaume Che-nevière pour la Télévision Suisse romande.

Il s'agit de 13 périodes, diffusées sous le titre de «La découverte de la liberté», réalisées au printemps 2001. Alors qu'il avait toujours été très discret à son propos, Jean Starobinski, alors âgé de 80 ans, nous livre ici beaucoup de lui-même tout en nous faisant partager ses vastes connaissances de la culture occidentale.

Ecrire, c'est transformer l'impossibilité de vivre en possibilité de le dire

Paradoxalement, tout en restant très attaché à la vie genevoise, Jean Starobinski a une connaissance approfondie de la culture européenne. Malgré plusieurs sollicitations à enseigner dans des universités étrangères, il demeura toujours à Genève, entre Plainpalais et le quartier de l'Université.

Ouverture sur le monde

Né à Genève, en 1920, de parents polonais s'étant établis dans cette ville dès leurs études, il y suit toute sa scolarité et fréquente le fameux Collège Calvin. Bien qu'ayant des racines étrangères, il est très bien intégré parmi ses condisciples. C'est une particularité de Genève à cette époque de compter déjà dans ses écoles beaucoup d'enfants d'autres cultures, gage d'une ouverture sur le monde.

Il fait parallèlement au collège des études de piano; il deviendra ainsi non seulement un bon pianiste mais encore un grand connaisseur des compositeurs romantiques.

Entré à la faculté des lettres en 1939, il dit avoir été très impressionné par la thèse de Marcel Béguin sur «L'Ame romantique et le rêve». Peut-être que cela va décider de l'orientation des recherches de toute sa vie.

Autre évènement déterminant: l'exposition à Genève des chefs-d'œuvre du Musée du Prado. Starobinski découvre Velasquez, Goya et Le Titien, qu'il admire tout particulièrement.

Avec l'occupation de la France, plusieurs poètes et hommes de lettres se réfugient à Genève. Starobinski deviendra un familier de Pierre-Jean Jouve, de Pierre Emmanuel et du salon de Pierre et Pierrette Courthion.

Thèse sur la mélancolie

En 1942, Starobinski se lance dans des études de médecine, se spécialise dans la médecine interne puis dans la psychiatrie. Il fait sa thèse sur la mélancolie, ce qui va le conduire à étudier les romantiques sous l'angle de leur propension à la mélancolie, la mélancolie s'associant souvent au génie. Baudelaire deviendra un de ses sujets d'étude favoris, ainsi que Rousseau, précurseur des romantiques.

Fort de cet impressionnant bagage, il va produire tout au long de sa carrière plus d'une vingtaine d'ouvrages sur l'histoire des idées, l'histoire de la langue, sur l'histoire de la médecine, ainsi que des monographies sur des peintres (Rembrandt, Goya, David, Füssli), des écrivains (Baudelaire et Rousseau, déjà cités, ainsi que Montaigne, Racine, Diderot, Montesquieu, Mallarmé), ou encore sur des musiciens (Mozart, Stravinski, Ansermet). Les thèmes se croisent et s'entremêlent, il est l'historien de tout un pan de notre culture, du XVI^e siècle à aujourd'hui. Il va produire également de nombreux articles et préfaces. Il sera traduit dans différentes langues et recevra de très nombreuses distinctions.

Il faudrait convaincre les hommes du bonheur qu'ils ignorent, lors même qu'ils en jouissent.

Mais Jean Starobinski ne se dit pas historien; plutôt qu'être un spécialiste, il préfère dire qu'il veut étudier tous les domaines de la culture pour garder un éclairage général,

essayer d'évaluer les rapports entre les penseurs et les artistes, et cela en relation avec les problèmes contemporains. Les grands évènements ne peuvent plus se comprendre sans le sens de la durée et se priver de la relecture du passé serait une amputation.

Le poète est le préposé de la beauté du monde.

Un langage poétique

Sa langue n'est d'ailleurs pas celle d'un pur scientifique, mais c'est le plus souvent un langage poétique, mozartien comme l'a qualifié l'un de ses contemporains. «J'aimerais être à la fois exact et rêveur, dit-il, concilier la précision et le rêve». La musique de sa langue nous entraîne ailleurs, comme s'il s'amusait à revêtir sa profonde science d'une forme poétique.

En 1948, Starobinski a acquis la nationalité suisse. Dès lors, il va s'inscrire dans une filiation suisse romande et protestante, collaborer avec Denis de Rougemont et Nicolas Bouvier (il va écrire avec lui son Histoire de la médecine).

A propos de la médecine, Starobinski préconise de garder un intérêt primordial sur l'histoire du malade plutôt que de tout axer sur le diagnostic.

Il reste très dubitatif quant aux manipulations génétiques, avec la crainte qu'elles nous entraînent dans des voies dangereuses. Il faut toujours respecter l'éthique de la médecine. Une réflexion qui a toute sa pertinence aujourd'hui!

Jean Starobinski est décédé en 2018 à 98 ans. L'ensemble de son œuvre est déposé aux Archives littéraires de la Bibliothèque nationale depuis 2004. En outre, fondé en 2007, le «Cercle d'études internationales Jean Starobinski» édite un bulletin, garant d'une mémoire bien vivante de cette œuvre prodigieuse.

Christiane Betschen-Piguet

Références et vidéos, voir notre page: www.journal-lessor.ch/staro

Sur fond d'exils sans fin

Nicolas Rousseau, Editions Slatkine, 2019

Pour la grande majorité des habitants du pays, le problème des demandeurs d'asile se résume par des chiffres et des statistiques: combien de nouveaux arrivés, combien de morts en Méditerranée? Grâce à Nicolas Rousseau, il prend une autre dimension et devient terriblement humain. Au travers du parcours d'un homme et d'une femme (on apprend à la fin du livre qu'ils viennent d'Iran et du Mali), on rencontre des requérants d'asile qui doivent vivre au jour le jour, qui ne savent pas si leur demande sera acceptée ou refusée et qui ne ménagent pas leurs efforts pour s'intégrer en Suisse.

Sadegh et Virginia n'ont pas le même parcours. L'homme a fui la dictature et la femme la misère. Bien qu'issus de cultures très différentes, ils s'aiment et fi-

nissent par former un couple. Ils ont partagé les mêmes difficultés, ils ont abandonné leur sort à des passeurs parfois sans scrupule, ils ont connu les mêmes désillusions et les mêmes espoirs, ils ont été accueillis et rejetés. Ils ont fini par aboutir en Suisse, un pays à la fois généreux et fermé à cause de l'intransigeance d'un grand parti gouvernemental.

A propos des passeurs, Virginia n'est pas tendre: *«Des menteurs, tous ces malfrats qui vous promettent une traversée paisible et sûre, qui en fait vous embarquent sur un rafirot voué à dériver au gré des courants! Et quand certains daignent rester à bord et que le bateau finit par chavirer, ce sont les premiers à grimper dans les canots de sauvetage! Au lieu d'assumer alors leurs responsabilités, ils se fondent rapidement dans la foule des naufragés».*

Quand à Sadegh, il critique vertement son pays d'origine: *«Marre de tous ces politiciens qui mangent à la même soupe, de ce gouvernement hypocrite et vendu qui néglige le bien du peuple! Tout ce qu'il réussit, c'est de pousser la population vers des religieux qui les détournent des vrais problèmes, qui lui demandent de ne plus regarder que vers l'au-delà!»*

Dans un livre publié en 2007, une personne citée par la pasteur Hélène Küng disait: *«Notre vie est une vie de peur. Nous ne savons pas ce que demain sera et quelle direction aura notre vie».* En 12 ans, la situation n'a malheureusement pas changé. C'est le mérite de Nicolas Rousseau de le rappeler et d'illustrer toutes les facettes de la migration.

Rémy Cosandey

Le système de milice et la professionnalisation politique en Suisse

Andrea Pilotti et Oscar Mazzoleni, Editions Livreo-Alphil, 2019

Les problèmes auxquels sont confrontés les membres des législatifs et exécutifs sont toujours plus nombreux et compliqués. Qu'ils soient communaux, cantonaux ou fédéraux, les élus doivent consacrer plus de temps à leur fonction, lesquelles requièrent des connaissances approfondies sur des matières aussi différentes que les finances, l'aménagement du territoire, la santé, l'éducation, la culture et la sécurité.

Dès lors, une question se pose: notre système de milice est-il encore approprié? Ne faudrait-il pas, au contraire, envisager de professionnaliser la politique et permettre à ceux qui la pratiquent d'éviter d'avoir une autre activité pour vivre décemment? Les auteurs de l'ouvrage ne répondent pas à cette question mais donnent tous les éléments qui permettent une réflexion approfondie. Ils énumèrent notamment avec précision les salaires versés aux conseillers fédéraux, aux conseillers d'Etat et aux élus des grandes villes. Ils détaillent également les indemnités perçues par les parlementaires fédéraux et cantonaux.

Quel que soit le système, une chose est certaine: le personnel politique doit regagner la confiance de la population, il doit maintenir le dialogue et le contact avec les citoyens en expliquant les enjeux et son travail politique. Et les au-

teurs de conclure: *«L'existence d'instruments de démocratie directe n'exonère pas les politiciens d'un travail de proximité*

auprès de la population pour expliquer et justifier leurs actions politiques».

Rémy Cosandey

Un aumônier au Golf Country Club

Jean-Claude Zumwald, Editions Mon Village, 2019

Etonnant ce Victor Aubois! Il est épicier, habite au Noirmont et à Fribourg, aime les femmes, le bon vin et la bonne chère, cultive soigneusement ses amitiés et passe son temps libre à jouer au détective privé. Il n'a rien d'un jeune premier mais parvient à se faire apprécier par les personnes qu'il fréquente et surtout par les lecteurs de Jean-Claude Zumwald.

Comme dans ses précédents romans policiers, l'auteur sait entretenir le suspense. Pour pouvoir démontrer qu'une femme a été victime d'un meurtre et non d'un accident au Creux-du-Van, il se fond dans deux milieux qui n'ont rien en commun: le golfe de Voës (hameau situé entre Neuchâtel et Chaumont) et l'aumônerie de rue de Neuchâtel. Au passage, il nous fait découvrir la région du Jura, de La Brévine à Saint-Blaise en passant notamment par La Chaux-de-Fonds, Morat, Le Locle et quelques villages du Littoral. Il y a même quelques brèves incursions en Alsace, à Berne et à Pontarlier.

Au fil des pages, on découvre Philipp Taylor, le faux mais sympathique aumônier anglican, la belle Déborah, la revêche veuve d'un journaliste, une sympathique inspectrice de la Police de sûreté et bien sûr les auteurs du crime, qui voulaient se débarrasser d'une héritière potentielle.

En résumé, on peut dire que ce roman de 180 pages se lit avec plaisir car il mélange harmonieusement les genres et offre au lecteur un bon moment de détente. Il propose aussi de belles découvertes, tant géographiques que culinaires.

Y. N.

Enfin, un projet «Innocence» en Suisse

Cela existait déjà dans d'autres pays, mais cela tardait à voir le jour chez nous. Bonne nouvelle, il existe désormais aussi en terres romandes une association destinée à combattre l'erreur judiciaire.

Projet Innocence Suisse vise à prêter assistance gratuitement à des personnes condamnées à tort, en priorité à celles détenues, dans la perspective de demandes de révision. L'association souhaite également promouvoir la recherche scientifique sur le thème de l'erreur judiciaire, notamment en matière de droit procédural et d'interprétation des preuves, ainsi qu'à sensibiliser le public à cette problématique afin de favoriser des changements législatifs permettant de prévenir, mieux détecter et corriger les verdicts de condamnation prononcés à l'encontre de personnes innocentes.

Dans un article paru dans *Le Temps* du 13 juin dernier, le professeur André Kuhn et l'avocat Guglielmo Palumbo expliquent le pourquoi et le comment de cette aventure qui réunit des spécialistes de divers horizons.

Inspirée par l'organisation Innocence Project fondée au début des

années 1990 aux Etats-Unis par les avocats Barry Scheck et Peter Neufeld, *Projet Innocence Suisse* est une association à but non lucratif créée en 2019 à Genève. Elle est membre du réseau européen European Innocence Network et collabore étroitement avec le réseau mondial Innocence Network dans le but d'échanger des informations, de partager des ressources et de bénéficier de l'expérience accumulée par les animateurs des projets actifs dans le monde entier depuis de nombreuses années.

Sources: Journal *Le Temps*
& projet-innocence.ch

Plantez ces arbres qui cacheront la forêt

Qui dit que les Youtubeurs sont déconnectés de la réalité? En mai dernier, plusieurs d'entre eux ont répondu à l'appel de l'un des leurs qui voulait célébrer l'acquisition de ses vingt millions d'abonnés. Sa manière de fêter ça? Relever le défi de planter 20.000.000 d'arbres, un peu partout dans le monde, d'ici au 1^{er} janvier 2020. Ces «influenceurs» – comme on les appelle – ont fait un *ram-dam* de tous les diables sur le web et sur Youtube et sont en passe de gagner leur pari. A la mi-novembre, ils en sont déjà à un résultat faramineux de 14.500.000 arbres financés. Elon

Musk à lui seul y est allé d'un million de dollars en novembre. Vu la nature exponentielle de la campagne, nul doute qu'ils atteindront leur but d'ici au 1^{er} janvier.

Pour mener à bien ce projet fou, ils se sont associés à la *Arbor Day Foundation*, une organisation à but non lucratif se consacrant depuis 1972 à la reforestation. Ayant acquis une grande expertise en la matière, cette fondation spécialisée est sans conteste la plus grande organisation privée active dans ce domaine. Certes, cette campagne à elle seule ne suffira pas à recapturer tout le CO₂ qu'on continue d'émettre en brûlant des milliards de barils de carburant fossile. Et l'on dira que ça reste peu si on compare leur objectif aux 66 milliards d'arbres que la Chine a replantés depuis 1978, inversant en cela la progression de la désertification dans le pays (apparition de 10.400 km² de désert par an à la fin du siècle, contre un recul de 2400 km² par an, aujourd'hui), mais le succès retentissant de cette coalition spontanée pour la planète est – comment dire? – une bouffée d'air frais.

Source: TeamTrees.org

Les fractures ville-campagne

Depuis des dizaines d'années, notamment sur d'autres continents, les campagnes se vident au profit des villes. La population urbaine mondiale a plus que doublé en peu de temps. La Suisse connaît le même phénomène mais à une échelle plus modeste et pas toujours dans le même sens. En effet, on constate que beaucoup de campagnards vont en ville mais aussi que des citoyens recherchent le calme de la campagne.

Les fractures actuelles sont nombreuses. Des villages n'ont pas de médecins et la Poste, désireuse de faire des économies, ferme ses offices à tour de bras. Par ailleurs, on assiste à un abandon dans les vil-

lages de commerces (épiceries, boulangeries et boulangeries notamment) qui permettent à la population locale d'éviter de faire leurs courses dans la ville la plus proche.

Nous parlerons de ces fractures dans notre prochain numéro. Nos lecteurs sont invités à nous transmettre leur point de vue ou à nous communiquer leurs expériences personnelles. Le sujet est important car il concerne aussi bien l'aménagement du territoire que le mode de vie des habitants du pays. Alors, à votre clavier ou à votre plume! Date limite et infos, voir www.journal-lessor.ch/faq.php

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction
Christiane Betschen, Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Marc Gabriel Jehouda, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Bernard Walter, Margaret Zinder

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.–
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro: 15 janvier 2020
prochain forum : Les fractures ville-campagne